

Sortie de l'euro : le débat interdit... ou qui laisse les Français indifférents ?



L'hebdomadaire Marianne sorti vendredi titre sa une "Sortir de l'euro ? Le débat interdit". Le magazine semble mettre le doigt sur un sujet brûlant dont les politiques se méfient, à juste titre.

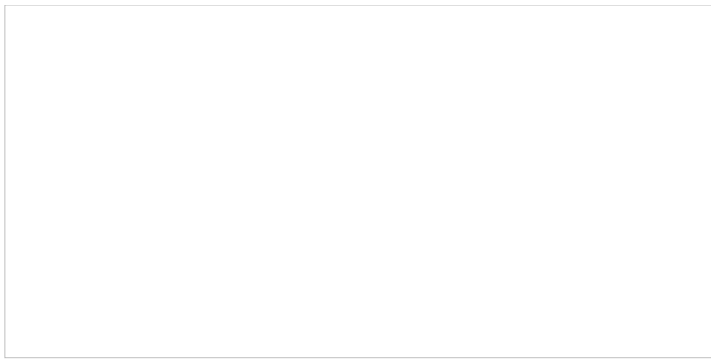


Atlantico : Le discours politique est-il effectivement dénué de toute allusion à ce thème, au point que l'on puisse parler de tabou ? Tous les bords politiques sont-ils concernés par cette réticence ?

Joseph Macé-Scaron : La grande majorité des politiques, mais aussi des publicistes et des éditorialistes – appelés par Jean-François Kahn les « bullocrates » s'interdisent de se poser cette question, qui est pourtant essentielle. Elle est en tout cas bien plus essentielle que les états d'âme du couple présidentiel, car elle détermine la vue quotidienne de chaque Français. Il est frappant de constater que ce débat a lieu en dehors de l'espace public : dans les colloques, de temps à autre sur un plateau au détour d'une phrase lancée par un populiste qui aura lu ou mal lu un économiste... mais de débat au sens d'échange, il n'en est point. Raymond Aron avait tout de même dit que « débattre avec quelqu'un, c'est prendre le risque que je puisse changer d'avis »...

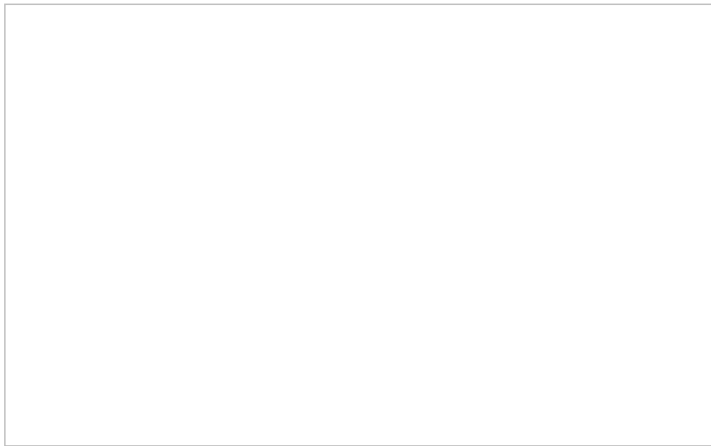
Pour autant, peut-on dire que des certitudes existent ? Eh bien, notre enquête nous a permis de nous rendre compte qu'il n'y en a même pas. **Même des personnes comme les centristes libéraux, qui devraient porter haut l'étendard de l'euro, sont habitées par les incertitudes.** Si ce n'est pas le doute qui rend fou, mais bien les certitudes, il est alors intéressant de se demander pourquoi le débat est inexistant. Ce que nous disons se fonde sur les questions que nous avons été amenés à poser à des membres de l'UDI, du Modem, de Debout la République, du FN... avec un scoop : **Jacques Généreux, le principal économiste du Front de Gauche, a reconnu que cette question existait, qu'ils se l'étaient posée, et qu'ils étaient tentés d'affirmer qu'il était possible de sortir de l'euro,** mais qu'ils ne sont pas allés plus loin car le Parti communiste a fait pression pour les en empêcher.

On s'aperçoit aussi qu'il n'existe pas une seule et unique réponse à la question « faut-il sortir de l'euro ? » Certains, qui sont sans doute les moins nombreux, veulent revenir au franc, d'autres veulent aboutir à un euro modulable entre les pays du nord et du sud, d'autres encore que l'euro, plutôt que d'être monnaie unique devienne une monnaie commune, etc. On voit bien que les solutions sont multiples, et pourtant le grand public ne le sait pas. **33 % des Français considèrent qu'il faut sortir de l'euro, mais sur quel thème ? Cela, on ne peut pas le savoir, puisque le débat n'est jamais posé, à cause de cette idée fausse du tout ou rien.** C'est la folie de la démarche binaire dont parle Finkelkraut, selon laquelle la pensée doit marcher au pas, en rang militaire.



Source : [Ipsos - Les nouvelles fractures \(2014\)](#)

Philippe Simonnot : L'euro est un tabou pour les « partis de gouvernement », qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, parce qu'ils sont prisonniers de leurs promesses d'un avenir radieux européen auquel ils feignent de croire encore. En outre, les mêmes partis entretiennent le mythe qu'il est impossible de sortir de l'eurozone sans un retour à des monnaies nationales, lequel serait en effet désastreux. Le tabou est entretenu par la plupart des économistes français qui, au service soit du pouvoir soit des banques (ce qui dans le système actuel revient au même), partagent et diffusent la même analyse. Par conséquent, et malheureusement, les journalistes suivent le train. Pas étonnant que le débat soit de fait « interdit ». **Il l'est d'autant plus que seul le FN aujourd'hui ose braver le tabou et s'est donc bâti quasiment une sorte de monopole de la contestation de la monnaie européenne** tout en offrant des solutions absurdes. Il est urgent d'ouvrir le débat pour sortir de cette situation lamentable et mortifère.



Source : [Ipsos - Les nouvelles fractures \(2014\)](#)

(Cliquer pour agrandir)

Atlantico : D'après ce graphique, 33% de la population se prononce pour la sortie du pays de la zone euro. Il révèle que les sympathisants du Front de gauche, du MoDem, du PS et de l'UMP y sont eux très largement opposés avec des scores très tranchés se tenant ainsi tous en 5 points de variations d'opinion. Sans surprise, ce sont les sympathisants frontistes qui souhaitent voir la France retrouver le franc avec 37% d'opinions allant en ce sens.

Par ailleurs, la seule classe socio-professionnelle qui se prononce pas à la majorité pour le maintien de la France dans la zone euro est la classe ouvrière (48%). On ne retrouve derrière (61%) les "professions intermédiaires" en dessous de la moyenne nationale.

Le débat est-il miné d'entrée de jeu en France par une vision manichéenne de la question, qui n'intégrerait que le "pour" et le "contre", sans prendre en compte les solutions intermédiaires qui existent ? La question est-elle ouvertement et différemment posée dans les autres pays européens ?

Joseph Macé-Scaron : Le débat est interdit en France, mais il existe en Grèce et en Italie. On me dira que, subissant de plein fouet les conséquences du maintien dans la zone euro, il est normal que le sujet pose questions. Cependant un vrai débat se tient également en Allemagne. Là-bas on ose discuter des retraites comme de l'euro. Dites-vous que l'ancien responsable du patronat allemand veut conduire une liste contre l'euro. C'est comme si Laurence Parisot voulait en faire de même, ce qui semble inimaginable.

Si nous n'en parlons pas en France, est-ce parce que nous sommes plus intelligents que les autres ? En réalité le problème ne vient pas des Français, qui aspirent toujours au débat. **C'est à cause d'une élite qui comme toujours se croit plus intelligente.**

Philippe Simonnot : Oui, le débat est beaucoup plus ouvert en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne, au Portugal – pour ne rien dire de la Grèce, parce que notre pays est le dernier pays à croire encore aux mythes keynésiens. Mais, il faut bien se rendre compte que **les solutions intermédiaires n'existent pas.** Un pays appartient ou n'appartient pas à l'euro. Et faire sortir tel ou tel pays impécunieux est impossible sans ébranler tout l'édifice. Par contre, il y a deux manières de sortir du borbier actuel : soit par un retour à des monnaies nationales, qui serait une régression dans l'inflation et la misère, soit par l'introduction d'un euro-or qui serait promis à devenir un étalon international, gage de prospérité pour l'Europe (laquelle détient plus d'or dans les caisses

de ses Banques centrales que les Etats-Unis, soit dit en passant). Ce serait aussi une opportunité pour réformer le système monétaire international et remettre l'économie mondiale sur des bases saines. L'Europe n'est pas seule au monde, et encore moins la France !

Les dirigeants politiques français nourrissent-ils cette réticence en partie par peur de ce qu'en pensera l'opinion publique ? Une certaine culture "bourgeoise" empêche-t-elle d'en parler, de peur d'être assimilé avec le FN ?

Joseph Macé-Scaron : Ils ont peur du peuple, ils considèrent qu'il ne faut surtout pas lui donner matière à réfléchir. Rendez-vous compte ! Ce serait une catastrophe, ils s'imaginent qu'ils iraient voter FN. Mais c'est l'inverse : c'est parce qu'ils n'osent pas poser la question que les extrêmes montent.

A gauche, le PC a gelé le débat selon Jacques Généreux, et du côté du FN il n'y a que des néophytes. Cette problématique vient d'être découverte par l'extrême droite. En 2011, Marianne a organisé un face-à-face entre Jacques Nikonoff et Michel Sapin autour de la question suivante : la gauche peut-elle réussir avec l'euro ? C'était il y a plus de deux ans, et à l'époque le FN était bien loin de cette thématique. Les économistes s'interrogent depuis longtemps, eux.

Damien Philippot : D'après l'observateur du suivi de la volonté des Français de sortir de l'euro que nous utilisons à l'Ifop, celle-ci oscille globalement en 27-28% au plus bas et 37-38% au plus haut. **Dans les périodes de grave crise de l'euro, celle-ci a tendance à baisser à cause du discours très anxiogène qui est diffusé quant à cette sortie.** Par contre, dans une période comme celle que nous vivons actuellement, le chiffre est probablement assez haut puisque la crise semble commencer à s'éloigner. Quoi qu'il en soit, le rejet de la monnaie unique touche globalement un tiers de la population française ce qui peut expliquer que les représentants politiques fuient ce débat de peur de réveiller un euroscepticisme latent, économique mais pas uniquement. Un autre motif de réticence à ouvrir le débat est le souvenir encore douloureux du référendum de 2005. Avant tout débat, le "oui" recevait 70-75% d'intentions de vote et n'a pourtant cessé de baisser dans l'opinion au fil de l'intensification du débat. **Les sujets européens sont en quelque sorte la boîte de Pandore de la vie politique française.**

Le FN est très identifié par la question de l'euro mais le discours critique se retrouve dans d'autres partis notamment à l'extrême gauche qui si elle ne prône pas la sortie de l'euro, a un discours assez critique envers la BCE. De même, de telles voix s'élèvent au PS. Ainsi, je ne dirais pas que ce discours puisse être totalement assimilé au Front national.

Philippe Simonnot : En France, ce n'est pas seulement la bourgeoisie, c'est toute une classe de politiciens, de gauche comme de droite, dont le sort est lié à l'euro, et c'est donc cette même classe qui sombrerait corps et biens si l'euro explosait. Je compare cette erreur collective à celle qui a fait croire après la Grande Guerre, pour justifier les sacrifices énormes exigés du peuple français, que l'Allemagne paierait – et d'une certaine manière, les deux erreurs, à quatre-vingts ans d'intervalle, se rejoignent puisqu'il s'agit dans l'un et l'autre cas de faire payer l'Allemand, même si on ne l'appelle plus le "boche". Dans l'un et l'autre cas, il est impossible à cette classe politique de reconnaître son erreur et ses mensonges, sauf à perdre soit le pouvoir qu'elle détient soit l'espoir de le reconquérir. Et cette persévérance dans l'erreur conduit à la catastrophe.

A l'inverse de leurs représentants, les Français aspirent-ils à ce que ce débat soit tenu publiquement ?

Joseph Macé-Scaron : La question se pose au quotidien, les gens s'interrogent sur leur avenir commun. **C'est une antienne, tout un chacun l'a déjà entendue plusieurs fois.** Cela ne revient pas à dire que toutes ces personnes ont raison, mais qu'elles posent une question. A force de ne pas les écouter, un vrai problème se pose.

Damien Philippot : Il n'est pas possible d'affirmer en tant que tel le fait que l'ouverture du débat sur la sortie de l'euro soit une priorité pour les Français. Cependant, nous avons posé la question de la nécessité de l'ouverture d'un débat sur le protectionnisme économique et les Français avaient largement répondu qu'ils y étaient favorables. **Pour en revenir à la sortie de l'euro elle-même, je crois que si on posait la question aux Français ils voudraient qu'il y ait débat mais que c'est un sujet trop complexe pour qu'il surgisse de lui-même comme prioritaire.** Le lien apparaît trop difficile à faire entre la monnaie et l'impact sur la vie quotidienne.

Philippe Simonnot : Difficile de répondre à cette question dans une situation d'intoxication générale. **N'en reste pas moins qu'un retour au franc fait peur légitimement, ce qui explique la timidité des Français sur cette question.** Notre monnaie nationale, entre 1914 et sa conversion à l'euro, avait perdu quelque 99% de sa valeur. Les gens ont une mémoire plus longue que ce que l'on croit généralement. Le seul mérite de l'euro – et c'est pour cela qu'il est tout de même accepté malgré ses défauts – c'est d'éloigner un peu la planche-à-billets du pouvoir politique. **Mieux vaut ne pas confier à l'ours la garde du pot de miel, comme le voudraient les dirigeants du FN et autres souverainistes, qui entretiennent cette théorie dangereuse,** tellement répandue, que la monnaie est un attribut du pouvoir régalien.

Les politiques français craignent-ils également, s'ils en viennent à mettre le sujet de la sortie de l'euro sur la table, de déplaire à leurs partenaires européens ? Pensez-vous éviter ainsi de fragiliser l'UE ?

Joseph Macé-Scaron : Ce débat existe dans tous les pays d'Europe. **Les politiques français sont prisonniers de l'euro. Et comme certains prisonniers, ils sont victimes du syndrome de Stockholm.**

Philippe Simonnot : La moindre allusion à une sortie de l'euro de la part d'un « responsable » d'aujourd'hui, d'hier ou de demain, risquerait en effet d'**engendrer des troubles sur les marchés des dettes européennes et de provoquer une remontée des taux d'intérêt** qui ruinerait en quelques jours les efforts d'austérité budgétaire. Raison de plus pour rester coi, sauf à passer pour un dangereux trublion. Il est devenu rationnel d'être lâche.

